

Marty Dick (RL, TI): Sie erwarten jetzt sicher, dass ich eine flammende Rede auf Italienisch halte. Wenn ich das täte, würden Sie gleich sagen - oder zumindest denken -, ich täte es für das Tessiner Fernsehen. A chaque fois, lorsqu'un Tessinois parle italien, on dit: "Il parle pour la TSI et pour ses électeurs", alors que quand vous, vous parlez en allemand ou en français, personne n' imagine que vous parliez aussi pour vos électeurs. Car c'est bien ainsi: si les débats n'étaient pas publics et n'étaient pas suivis par les journalistes et la télévision, probablement qu'ils seraient tous terminés à 9 heures du matin! Mais je ne vais pas parler italien parce que ce sera un symbole pour dire à quel point, dans cette maison, l'italien devient de plus en plus absent. Alors que j'ai accompli maintenant trois législatures, j'ai constaté à quel point la connaissance de la troisième langue nationale était en train de diminuer, régulièrement, et ce non seulement dans cette salle ou au Conseil national, mais aussi dans toute l'administration. Jusqu'à tout récemment, aucun haut cadre de la Confédération - chef d'office, etc. - n'était de langue maternelle italienne. Il y a eu maintenant de très modestes changements, et un très important - merci, Monsieur le conseiller fédéral, c'était un acte, je crois, important. Mais il y a maintenant une dynamique dans l'administration fédérale lorsqu'on choisit les nouveaux

collaborateurs: ce sont les collaborateurs de la majorité linguistique ou, éventuellement, de la grande minorité qui choisissent et, culturellement, ils sont automatiquement enclins à choisir des collaborateurs qui sont proches de leur culture, et pas de culture italienne. Or la cohésion nationale s'étend aussi au sud des Alpes et elle doit aussi être entretenue, soignée; elle n'est pas donnée une fois pour toutes. Si nous avons aujourd'hui en Suisse une situation qui est encore, de ce point de vue, assez tranquille, je dois dire que je suis absolument bouleversé par ce qui se passe en Belgique. J'ai des contacts réguliers à Strasbourg avec des collègues belges avec lesquels je suis devenu ami et qui appartiennent aux deux communautés linguistiques: il y a des tensions en Belgique qui sont absolument extraordinaires et inquiétantes, à tel point qu'on parle maintenant ouvertement de l'éclatement du pays. C'est vrai, la Belgique a une autre histoire et une autre culture politique, mais si on regarde un peu partout dans le monde où il y a des minorités linguistiques, on voit que les tensions sont en train de croître et pas de diminuer. Donc, cette loi est quelque chose d'important, je dirais surtout du point de vue symbolique, mais je n'aimerais pas que l'on oublie les actions pratiques et concrètes. J'ai parlé des fonctionnaires de l'administration fédérale: les Tessinois et les fonctionnaires tessinois connaissent pratiquement tous les trois langues nationales. Et pourquoi cela ne devrait pas être possible à Berne?

Pourquoi les Tessinois doivent-ils connaître automatiquement les trois langues nationales et en plus encore apprendre l'anglais, alors que ce n'est pas possible dans les autres cantons? Je crois que nous ne sommes certainement pas plus intelligents que les autres, mais au moins autant! Il y avait un élément qui était assez fédérateur du point de vue linguistique, c'était le service militaire. Tout à l'heure, on a eu une réunion avec une délégation du Parlement italien, avec la Commission de politique extérieure. Notre collègue Reimann sait s'exprimer en italien et le comprend parce qu'il a fait son service dans l'infanterie de montagne à Bellinzone, et c'est le cas de plusieurs collègues. Le service militaire est de moins en moins pratiqué et il y a beaucoup moins d'occasions de faire son service militaire au Tessin; donc, il y a aussi là un élément qui est en train de disparaître. Mais je crois que concrètement, on peut remplacer cela au niveau scolaire par des échanges accrus de classes et d'élèves, par des manifestations culturelles qui exaltent cette richesse de la Suisse. Il s'agit de maintenir aussi des moyens suffisants pour que les chaînes de télévision puissent émettre dans leurs différentes langues, et non d'en faire une épreuve de force et invoquer les statistiques pour enlever les moyens aux plus petits et les donner aux plus grands. Bref, le message que je voulais exprimer est celui qu'a aussi exprimé le texte de l'initiative du canton du Tessin 05.305, "Sauvegarder le plurilinguisme pour sauvegarder la cohésion

nationale", c'est-à-dire d'être beaucoup plus attentif à ce problème des langues, qui est vraiment un élément essentiel de la cohésion nationale, et inviter le Conseil fédéral à être beaucoup plus attentif à la présence des minorités, et surtout des petites minorités au sein de l'administration fédérale.